



LA SOLIDARITE INTERNATIONALE POUR HUMANISER LE DEVELOPPEMENT ET DEFENDRE LA DEMOCRATIE

Rapport d'activités 2009-2010

Perspectives 2010-2011

Solidarité
Laurentides
Amérique
centrale





MOT DU PRÉSIDENT

Dans la dernière année, SLAM, comme toute autre ONG canadienne de solidarité et de coopération internationales, aura été confronté, d'une manière on ne peut plus saisissante, aux deux grands défis suivants¹. D'une part, avec la tragédie haïtienne de janvier dernier, celui de clarifier le meilleur modèle de développement dans lequel engager nos projets de coopération et, d'autre part, avec ce recul marqué des droits et de la démocratie dans la politique extérieure canadienne, celui d'assumer pleinement notre rôle de rempart en ces matières.

C'est tout d'abord cette terrible catastrophe de janvier dernier en Haïti avec ses 250 000 morts et ses milliers de blessés et de sans abris qui nous aura tous galvanisés². Mais, rapidement, il est devenu évident que, tant qu'à devoir tout reconstruire, il vaudrait mieux mettre en place, avec les Haïtiens eux-mêmes, de nouvelles stratégies de développement viable et profitable au pays et à tous ses habitants. C'est tout le contraire de la situation actuelle qui permet, par exemple, au pays le plus riche du monde, les Etats-Unis, d'y faire, en accord avec les règles du commerce international, du «dumping» de son riz subventionné, tuant ainsi le marché local. Après 10 mois, les nouvelles sont inquiétantes, on ne voit pas trop dans quelle direction se fait la reconstruction. Par exemple, OXFAM Québec, qui y travaille depuis plusieurs années, faisait savoir récemment que les petits paysans y manquent cruellement d'aide alors qu'ils constituent une partie importante de la population et un maillon essentiel dans la sécurité alimentaire. Bref, l'exemple haïtien, à la suite de la crise économique de 2008 et de la crise écologique mondiale qui pointe, vient confirmer cet immense défi que nous avons de **repenser le développement**. C'est justement le thème retenu par l'AQOCI et ses membres pour les prochaines Journées québécoises de la solidarité internationale, du 3 au 13 novembre 2010³.

Le deuxième principal défi qui nous a interpellés pendant cette dernière année a été de résister à plusieurs actions de censure du gouvernement canadien à l'endroit d'organismes de solidarité et de coopération internationales qui tenaient des positions différentes des siennes. Citons, entre autres, le noyautage du conseil d'administration de l'organisme Droits et Démocratie jugé trop favorable à la cause palestinienne, les coupures par l'ACDI d'un financement habituel à des organismes comme Kairos ou le Conseil canadien de la coopération internationale (CCCI) ainsi que les 1 100 arrestations, la plupart sans motifs valables, de manifestantEs lors du G8 et du G20 à Toronto l'été dernier. Si on ajoute ces faits et gestes au virage militariste déjà entrepris par le gouvernement canadien et à son je-m'en-foutisme concernant les changements climatiques⁴, avec un brin de mépris à l'endroit de l'ONU⁵, tout cela nous incite à resserrer davantage les rangs pour défendre nos libertés. Enfin, dans ce contexte, l'annonce récente par la ministre Oda d'une nouvelle politique de partenariats entre l'ACDI et nos organismes de coopération et de solidarités internationales, ne peut que nous inquiéter. Il nous faudra probablement, encore une fois, défendre opiniâtrement la place de notre solidarité de main à main dans l'aide publique canadienne au développement international.

Marcel Gosselin

¹ Des défis qui, en fait, ne sont pas nouveaux puisqu'au cœur même de notre raison d'être.

² À Saint-Jérôme, comme dans plusieurs villes du pays, une très belle soirée de solidarité avec le peuple haïtien, à laquelle s'est joint SLAM, aura mobilisé plusieurs centaines de personnes des Laurentides.

³ Un rendez-vous le 9 novembre à 12h45 au cégep de Saint-Jérôme avec la conférence sur ce thème par Louis Favreau, sociologue, titulaire d'une Chaire de recherche en Développement des collectivités.

⁴ Tout comme les conditions déplorables que subissent de nombreuses communautés de pays en développement aux prises avec certaines compagnies extractives canadiennes. C'est pourquoi SLAM poursuit sa campagne de signatures en faveur du projet de loi C-300 qui doit être voté dans les prochaines semaines.

⁵ ce qui vient d'ailleurs d'être sanctionné par la communauté internationale avec le rejet, le premier en 6 décennies, d'un siège canadien au Conseil de sécurité.

TABLE DES MATIÈRES

1. Activités d'éducation et d'engagement de la population à la solidarité internationale

1.1 Les JQSI dans les Laurentides	p. 5
1.2 Les activités de stage de solidarité internationale	p. 7
1.3 Le Comité d'appui aux luttes	p. 11
1.4 La promotion du commerce équitable	p. 16
1.5 Atelier sur la solidarité internationale	p. 17

2. Activités de coopération internationale

2.1 Assurer la gestion et le suivi-bilan du projet « Sur la route de Naranjo »	p. 19
2.2 Les discussions avec les bailleurs de fonds pour le projet au Péten	p. 19
2.3 Démarches pour davantage d'autonomie financière dans la présentation de projets de coopération	p. 21
2.4 Présentation d'un nouveau projet de coopération	p. 21
2.5 Soutien de communautés dans Solola suite à l'ouragan Agatha	p. 21
2.6 Travail du comité « Projet de coopération »	p.22
Perspectives	p. 22

3. Développement et vie associative de SLAM

3.1 Un « membership » dynamique et organisé	p. 24
3.2 Les communications	p. 24
3.3 Le comité de documentation	p. 24
3.4 La contribution des militantes et des militants	p. 24
3.5 Le personnel de SLAM	p. 25
3.6 Participation et collaboration entre organismes	p. 25
3.7 Comités de travail et participation bénévole	p.26
Perspectives	p. 27

1. ACTIVITÉ D'ÉDUCATION ET D'ENGAGEMENT DE LA POPULATION À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

1.1 Les JQSI dans les Laurentides

Objectifs de l'an dernier

Coordonner l'organisation et la tenue des JQSI-Laurentides du 4 au 15 novembre 2009 sous le thème « Changements climatiques : impacts humains et sociaux » avec comme slogan « Une justice climatique pour protéger l'humanité ».

Bilan de la dernière année

La 13^e édition des JQSI s'est déroulée du 4 au 15 novembre 2009 sous le thème « **Changements climatiques : impacts humains et sociaux** ». Pour une cinquième année consécutive, SLAM a organisé l'événement annuel dans les Laurentides.

L'organisation des JQSI ne pourrait se faire sans la collaboration de nos inestimables partenaires. Le comité organisateur était composé des quatre organismes régionaux suivants:

- **Développement et Paix** - (diocèse de Saint-Jérôme) – Mobilisation et participation à la foire de la solidarité internationale;
- **Forum jeunesse Laurentides (FJL)** – Aide aux communications à la mobilisation et organisation de la conférence avec Karel Mayrand;
- **Le Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL)** – Mobilisation, sensibilisation des organismes communautaires et participation;
- **les Services socioculturels du cégep de Saint-Jérôme** – Organisation de la foire de la solidarité internationale ;
- **SADC Laurentides** – Animation de deux conférences sur les changements climatiques et mobilisation ;
- **Conseil régional en environnement (CRELA)** - Mobilisation et participation à la foire de la solidarité internationale avec une conférence sur la dépendance au pétrole ;
- **Le Coffret** - Mobilisation et organisation d'un souper avec projection d'un film.

D'autres groupes ont aussi collaboré à la tenue des JQSI:

- **Ciné-Groulx** – Projection du film « Le peuple de glace »;
- **CDC Hautes-Laurentides** – Aide à la mobilisation conférence sur les changements climatiques ;
- **Ici par les Arts** - Appui matériel et support lors de la construction d'une murale;
- **le Centre de femmes les unes, les autres** – Mobilisation et participation à une conférence sur les changements climatiques et les femmes ;
- **le Centre Signée femme** – Mobilisation et participation à une conférence sur les changements climatiques et les femmes.

C'est Monsieur Karel Mayrand, directeur général de la Fondation David Suzuki Québec qui a accepté la présidence d'honneur des JQSI cette année. Monsieur Mayrand a aussi donné une conférence dans le cadre de nos activités ce qui a contribué à faire parler des JQSI dans les journaux locaux. La majeure partie de la couverture de presse s'est faite autour de monsieur Mayrand.

Le nombre de personnes rejointes directement dans le cadre des activités offertes est estimé à quatre cent quatre-vingt dix (490) personnes alors qu'environ quatre cent trente-cinq

milles (435 000) ont été rejointes indirectement par l'entremise des médias. Finalement, pour ce qui a trait à l'action citoyenne, SLAM a demandé aux participantes et aux participants lors des activités de signer une pétition demandant au Gouvernement canadien

Tableau des activités lors des JQSI 2009 dans les Laurentides ainsi que le lieu et le nombre approximatif de personnes ayant participées.

DATE	LIEU	ACTIVITÉ	NOMBRE DE PERSONNE
5-11-09	St-Jérôme	Projection film « Les réfugiés de la planète bleu »	28
5-11-09	Ste-Thérèse	Conférence multimédia	60
6-11-09	St-Jérôme	Art en direct	10
9-11-09	Mont-Laurier	Conférence	30
10-09-09	St-Jérôme	Foire de la solidarité	250
10-09-09	St-Jérôme	Projection film « À la dérive »	15
11-09-09	L'Annonciation	Conférence	6
12-09-09	St-Jérôme	Conférence	1
12-09-09	Ste-Thérèse	Projection film « Le peuple de glace »	60

Perspectives 2010-2011



Coordonner l'organisation des JQSI-Laurentides du 3 au 13 novembre 2010
sous le thème « Repensons le développement ! »



1.2 Les activités de stage de solidarité internationale

Objectifs de l'an dernier

- 1) Assurer le suivi des témoignages de solidarité avec les stagiaires du stage de El Asintal.
- 2) Organiser un stage de solidarité au Guatemala à l'été 2010, analyser et planifier, si possible, un stage spécialisé sur un ou des thèmes choisis.
- 3) Maintenir le travail de réflexion sur les gestes concrets de solidarité à proposer aux participant-e-s aux conférences.

Bilan de la dernière année

Témoignages de solidarité suite au stage El Asintal - 2009

Les stagiaires étaient au nombre de huit. Quatre provenaient des Laurentides et quatre de la Montérégie. Suite aux difficultés de recrutement dans la région, nous avons demandé à Solidarité Montérégie Amérique centrale (SMAC) d'accueillir nos participantes. Le stage était donc sous la responsabilité de SMAC mais avec un co-accompa-pagnement SMAC et SLAM.

Toutes ont apprécié le stage et se sont impliquées, à la mesure de leurs disponibilités, dans l'une ou l'autre des activités de retour.

Rappelons brièvement que le stage s'est déroulé du 3 au 23 juillet 2009 selon le plan habituel mais dans une région différente, celle où SMAC est impliquée plus particulièrement, Quetzaltenango. Première semaine, immersion espagnole à Quetzaltenango, puis après une formation intensive donnée à El Asintal sur la réalité du Guatemala, le groupe s'est impliqué durant une semaine avec la communauté de San Ramon par la construction d'un abri pour sécuriser le puits approvisionnant la communauté en eau potable, par la peinture des murs de classes, du bricolage avec les enfants et par l'aide à démarrer un jardin communautaire avec les jeunes de la localité. Un apport financier de chaque

stagiaire soit 300 \$/stagiaire aura permis de financer l'ensemble des travaux exécutés sur place.

C'est de la réalité de cette communauté et de leurs expériences d'entraide que les stagiaires ont témoigné publiquement lors du retour au pays. De plus, ils ont fait part publiquement de leur analyse de la réalité plus globale au Guatemala.

Malgré le plan initial, qui prévoyait des conférences conjointes autant en Montérégie que dans les Laurentides, les témoignages se réalisèrent de façon séparée, stagiaires SMAC et stagiaires SLAM.

Dans les Laurentides, l'événement collectif eut lieu à La Maison Lachaine, à Sainte-Thérèse le 21 janvier et a réuni quelque 50 personnes. Les stagiaires ont témoigné par des exposés sur différentes réalités investiguées sur place, par une vidéo appuyant leur exposé et une exposition de photos. De plus, les participant-e-s étaient convié-e-s à participer à un rallye « découvertes » en cherchant les réponses à un petit questionnaire sur la réalité du Guatemala en parcourant les kiosques montés à cet effet. Il en est découlé une couverture médiatique très intéressante pour la région sud des Laurentides.

De plus, 210 étudiant-e-s du Secondaire I de la Polyvalente Curé-Mercure de Saint-Jovite furent sensibilisés à la question de l'eau à partir de l'expérience du stage grâce à l'implication d'une stagiaire et de professeurs de science de cette école. C'est 75 minutes par classe à réfléchir sur cette question primordiale de l'eau dans nos vies à partir d'un exemple de carence d'eau potable au Guatemala.

De leur part, les stagiaires auront suivi 3 journées de formation intensive avant le départ et participé à 4



rencontres de bilan du stage et de planification des témoignages de solidarité.

Nous croyons toujours que ces stages de solidarité constituent, pour SLAM, une occasion exceptionnelle de faire vivre une expérience des plus enrichissantes aux stagiaires et, par la suite, de faire réfléchir des citoyen-ne-s de la région sur leur responsabilité personnelle et collective face aux pays en voie de développement et de permettre à des gens de poser des gestes concrets de solidarité.

L'organisation du stage 2010 à Laguna Larga

Le comité s'est réuni dès septembre afin de planifier l'organisation du stage SLAM 2010. Après 2 rencontres d'information, dont une à Saint-Jérôme et l'autre à Sainte-Thérèse où plus d'une vingtaine de personnes participèrent, seulement 5 personnes maintinrent leur désir de participer au futur stage.

Le comité a décidé de maintenir le stage avec Monique Lapierre et Diane Thériault comme accompagnatrices tandis que notre partenaire guatémaltèque, ADEPAC, acceptait d'encadrer les stagiaires durant leur séjour dans la communauté Laguna Larga du Petén.

Le stage qui s'est déroulé du 2 au 22 juillet 2010 aura demandé 10 rencontres d'organisation du comité « stage », 2 soirées d'information afin d'expliquer les stages et 4 journées de formation pour les stagiaires.

Encore cette année, le comité « stage » a réalisé un travail colossal et a fait preuve d'une disponibilité exemplaire.



Quelques éléments d'analyse suite aux activités de cette année

Les 2 premières perspectives adoptées par l'assemblée générale furent réalisées en grande partie : les témoignages de solidarité du stage d'El Asintal se sont réalisés et le

stage 2010 à Laguna Larga a été organisé et a eu lieu.

Par contre, il ne fut pas possible d'organiser un stage « spécialisé ». Nous avons 2

options : à savoir un stage sur les minières canadiennes présentes au Guatemala ou un stage où nous aurions sollicité d'anciens stagiaires sur un thème à définir avec eux.

Les discussions avec le comité « appui aux luttes », dont une des activités était l'appui aux paysans guatémaltèques qui s'opposaient aux activités minières dans leur localité, ont abouti à la conclusion que les conditions n'étaient pas réunies pour organiser un tel stage, et devant les délais d'organisation au moment d'envisager la 2^e option, le comité a laissé tomber l'idée d'un stage avec d'anciens stagiaires.

Concernant le recrutement de stagiaires, le comité devra réfléchir sur le fait que peu de personnes, intéressées par un stage puisqu'elles participèrent à une rencontre d'information spécifiquement sur le stage, décidèrent de s'impliquer. Depuis 2 ans, le recrutement s'avère plus difficile. Pourquoi ? Formule de stage trop exigeante, manière de présenter le stage, coût du stage, population ciblée, autres aspects ?????

Quant au 3^e aspect concernant les gestes concrets de solidarité à promouvoir, comme par les années passées, il est difficile d'en mesurer les résultats. Oui, l'appel a été fait lors des témoignages de solidarité mais dans quelle mesure il a été suivi. Puisque cet objectif est notre objectif ultime donc le plus important, nous devons continuer à l'approfondir à chaque stage.

Quant aux participantes au stage, nous pouvons constater un acquis important puisque 3 des 4 personnes ayant participé au stage d'El Asintal sont aujourd'hui impliquées à SLAM dans le comité « stage »

afin de travailler à la planification et à l'organisation des futurs stages. Évidemment, cet engagement est un geste de solidarité ultime.

Dernier élément à souligner : Non seulement SLAM est en voie d'élargir son expertise en stage de solidarité mais, aujourd'hui, il se retrouve avec 6 personnes ayant les capacités d'accompagner ou de co-accompagner de tels stages de solidarité puisqu'elles en ont fait l'expérience lors de stages antérieurs.

Nous croyons toujours que l'organisation de stages de solidarité est, pour SLAM, un moyen privilégié pour sensibiliser la population des Laurentides aux réalités des pays en état de mal développement et pour l'inciter à poser des gestes concrets de solidarité envers ces populations exploitées. Et que peut-il y avoir de mieux que le témoignage direct de personnes ayant été en contact avec cette réalité pour y arriver ?

Le comité « stage de solidarité » était formé de Marie-Claude Coupal, Nathalie Filion, Françoise Lemay, Sylvie Roch, Diane Thériault, Monique Thibault et Yves Nantel à la coordination. Merci à chacune et chacun. Un gros merci aussi à Diane et à Monique qui ont agi à titre d'accompagnatrices du stage de cette année.

Perspectives 2010-2011



1. Assurer le suivi des témoignages de solidarité avec les stagiaires revenant de Laguna Larga.
2. Organiser un ou des stages de solidarité en 2011 selon les possibilités de recrutement et les ressources disponibles pour les encadrer.
3. Continuer de chercher comment susciter la solidarité avec les populations du Sud.



1.3 Les activités du Comité d'appui aux luttes

Objectifs de l'an dernier

- 1- Poursuivre le dossier sur la guerre et le virage militariste du Canada.
- 2- Poursuivre le dossier des minières canadiennes au Sud en réalisant une tournée régionale de sensibilisation et de mobilisation.
- 3- Participer au Forum social québécois (FSQ) d'octobre 2010.
- 4- Participer à l'organisation de la 2^e partie du colloque de SLAM « La montée de la gauche en Amérique latine : nouveaux défis pour la solidarité internationale ».
- 5- Poursuivre nos appuis à des luttes présentées à SLAM.

Bilan de la dernière année

Le comité, composé de 6 personnes, s'est réuni à 6 reprises entre octobre 2010 et juin 2011. Voici dans quelle mesure il a atteint ses objectifs.

1 La poursuite du dossier sur la guerre

Le Sommet populaire contre la guerre et le militarisme organisé par la *Coalition Échec à la guerre* (dont SLAM est membre) n'a pu se tenir en mars 2010 comme prévu. Il a été reporté aux 19, 20 et 21 novembre.

Notre apport pendant l'année s'est limité à la signature en mars 2010 de l'appel par la Coalition à la vigilance pour que cesse l'érosion de nos droits et libertés. Lettre parue dans *Le Devoir*.

2 La poursuite de notre intervention en regard de la conduite non éthique de l'industrie extractive canadienne dans les pays en développement

2.1 Le Fonds d'éducation et d'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI)⁶ a accepté la 1^{re} phase de notre projet «Ravages des minières canadiennes au Sud : besoin d'une législation plus contraignante — l'exemple du Guatemala». Ce projet d'éducation et de mobilisation, de sa conception jusqu'à sa réalisation, a été

mené par Marcel Gosselin, responsable du comité, et par Benoît Larocque, chargé de projet, avec l'aide des autres membres du comité et de la coordonnatrice de SLAM, Sophie-Isabelle Deschâtelets.

Dans l'ensemble, nos objectifs ont été atteints : nous avons tenu huit (8) conférences devant plus de 300 personnes de la région et obtenu la signature de 350 personnes à notre pétition en faveur du projet de loi C-300 visant la responsabilité sociale et environnementale de l'industrie extractive canadienne à l'étranger, principalement dans les pays en développement. La pétition fut acheminée au président de la commission permanente des affaires extérieures et du développement international chargée d'étudier le projet (après sa 2^e lecture). Des copies furent remises, en délégation de 6 personnes, à la députée fédérale de Laurentides-Labelle, Mme Johanne Deschamps, membre de la dite commission et responsable pour le *Bloc québécois* des questions d'aide internationale. Quatre (4) médias de la région ont couvert l'événement.

⁶ De l'Association québécoise de coopération internationale (AQOCI), soutenue par le ministère des Relations internationales du Québec (MRI)

2.2 Par contre, pour des raisons qui ont échappé à notre volonté, nous n'avons pas réussi à rejoindre suffisamment certains publics ciblés des milieux communautaire, syndical, chrétien et d'associations de retraités. Cette situation ne permettait donc pas d'envisager la création d'une délégation de solidarité des Laurentides au Guatemala en vue de la 2^e phase du projet. Pour pallier cette faiblesse, deux mesures ont été prises. D'abord, le responsable du projet s'est enquis de l'évolution du conflit de la mine *Marlin* au Guatemala, propriété de la canadienne *Goldcorp*, auprès de certains experts de ce conflit, du *Projet Accompagnement Québec Guatemala* (PAQG) et d'*Accompagnement international au Guatemala* (ACOGUATE) (ces derniers rencontrés lors d'une mission de coopération de SLAM dans ce pays en avril et mai 2010). Puis, cette problématique des mines s'est ajoutée aux thèmes choisis par les participantEs au stage de solidarité Slam à l'été 2010, lesquels en témoigneront à l'automne dans leurs conférences de retour.

2.3 Enfin, en ce même printemps 2010, SLAM participait à une importante campagne internationale de lettres adressées au président du Guatemala (139 organismes) pour qu'il fasse cesser les opérations de la mine *Marlin* comme le lui recommandait un rapport d'experts de l'*Organisation internationale du travail* (OIT). Malgré ses promesses d'obtempérer, le conflit se poursuivait de plus belle, avec attentats et menaces contre les leaders locaux qui ne font qu'exiger le respect de leurs droits et de leur environnement. Quelques membres de SLAM ont aussi participé, en mars, au colloque «*Plans Sud, plan Nord : mêmes menaces*» organisé par le *Réseau québécois sur la responsabilité socio-environnementale des transnationales extractives en Amérique latine* et le *Comité des droits humains en Amérique latine* (CDHAL). Un membre a participé à l'assemblée de fondation d'un *Tribunal permanent des peuples* chargé de tenir l'an

prochain des audiences sur les conflits opposant des communautés locales de pays en développement à des compagnies extractives canadiennes.

3. Notre participation au FSQ d'octobre 2009

Notre participation au FSQ d'octobre à l'UQAM a été modeste. Deux de nos membres ont assisté à deux ateliers sur le dossier des mines, l'un concernant particulièrement le cas du Guatemala.

4. Notre participation à l'organisation de la 2^e partie du colloque sur la montée de la gauche en Amérique latine

Les membres du comité se sont impliqués dans l'organisation et à la tenue le 24 octobre 2009 de la 2^e partie du colloque SLAM «*Montée de la gauche en Amérique latine et nouveaux défis pour la solidarité internationale*». 25 personnes, la majorité membres de SLAM, y ont participé. L'ensemble des participantEs se sont déclarés très satisfaits des conférences de messieurs Paul Cliche et Richard Simard de *Développement et paix* et d'Yves Nantel de SLAM, ainsi que des échanges qui ont suivi.



La poursuite de l'appui à des luttes entre le 1^{er} juillet 2009 et le 30 juin 2010

SLAM a appuyé :

DATES	DEMANDES
Juin 2009	DE : <i>Projet Accompagnement solidarité avec la Colombie</i> (PASC) Lettre aux députés conservateurs contre l'accord de libre échange Canada-Colombie. Projet de loi C-2.
Septembre 2009	DE : <i>Regroupement des organismes communautaires des Laurentides</i> (ROCL) - Lettre d'appui pour la lutte contre la pauvreté adressée aux ministres québécois Sam Hamad et Lise Thériault DE : <i>Union des consommateurs</i> - Lettre d'appui pour un régime public universel d'assurance médicament au Québec envoyée au ministre de la Santé du Québec
Octobre 2009	DE : <i>Rights Action</i> - Lettre d'appui contre l'assassinat d'Adolfo Ich Chaman par des agents de sécurité de la <i>Compagnie Guatémaltèque de Nickel</i> (CGN) et de la canadienne <i>Hudbay</i>
Décembre 2009	De : AQOCI - Lettre à la ministre fédérale de la Coopération internationale, Mme J. Oda en appui à l'ONG <i>Alternatives</i> , menacée de coupes budgétaires l'ACDI DE : ROCL - Signature à la pétition pour une enquête publique dans l'octroi des contrats par le gouvernement adressée au député responsable Bertrand St-Arnaud DE : CCCI (<i>Conseil canadien de la coopération internationale</i>) et AQOCI - Lettre à la ministre J. Oda concernant l'arrêt de financement par l'ACDI de l'ONG canadienne <i>KAIROS</i> DE : <i>Féministes rebelles</i> en soutien à l' <i>Assemblée des premières Nations du Québec et du Labrador</i> - Appui à la pétition pancanadienne en faveur de la <i>Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i> .
Janvier 2010	DE : PASC - Lettre pour contrer la campagne de diffamation envers des défenseurs des droits humains en Colombie liés au réseau de <i>Développement et Paix</i> . DE : <i>Social justice Committee</i> - Lettre adressée au ministre canadien des Affaires étrangères pour réglementer les activités de l'industrie extractive canadienne à l'étranger, suite à l'assassinat de la leader salvadorienne Dora Alicia Recinos Sorto. DE : <i>Mouvement démocratie nouvelle (MDN) du Québec</i> - Lettre d'appui à la campagne <i>Urgence Démocratique</i> pour changer le mode de scrutin.
Février 2010	DE : <i>Droits et Démocratie</i> - Lettre au Premier ministre S. Harper l'enjoignant de respecter la neutralité de <i>Droits et Démocratie</i> . DE : ROCL - Lettre à M. Bachand, ministre québécois des Finances, au cours

	de la campagne contre la tarification et la privatisation des services publics. DE : <i>Cafe Justicia /BC CASA</i> - Lettre adressée à divers représentants du gouvernement guatémaltèque pour assurer la sécurité de Leocadio Juracan, directeur du <i>Comité paysan de l'Altiplano</i> (CCDA).
Mars 2010	DE: <i>Café Justicia /BC Casa</i> - Lettre adressée au gouvernement guatémaltèque et à l'ambassadrice du Canada au Guatemala pour contrer les menaces envers les membres du CCDA et pour assurer un retour sécuritaire de son directeur et de sa famille au Guatemala. DE : <i>Collectif Échec à la guerre</i> - Signature à l'appel à la vigilance citoyenne pour que cesse l'érosion de nos droits et libertés. Parution dans le journal <i>Le Devoir</i>
Avril 2010	DE : <i>Collectif Échec à la guerre</i> - Signature de la déclaration « <i>Pour en finir avec la logique de guerre et de domination</i> » DE : <i>Rights Action</i> - Lettre envoyée au président du Guatemala suite à la demande de la mission de l'OIT visant à mettre fin aux activités de la mine <i>Marlin</i>, propriété de <i>Goldcorp</i>.
Mai 2010	DE : <i>AQOCI</i> - Déclaration «<i>Pas de démocratie sans droits !</i>» DE : <i>Fédération des femmes du Québec</i> - Lettre à Stephen Harper dans le cadre du <i>G-8</i> concernant le financement de l'accès à l'avortement.
Juin 2010	DE : <i>PAQG et Rights Action</i> - Lettre au Président Colom pour faire respecter les mesures de sécurité revendiquées par la <i>Commission interaméricaine des droits humains</i> (CIDH) concernant la mine <i>Marlin</i>. DE : <i>Coordination canadienne de coopération internationale</i> (CCCI) - Lettre à Beverly J. Oda, ministre de la Coopération internationale pour assurer le financement de l'ACDI au CCCI .

Perspectives 2010-2011



1. Poursuivre notre travail d'éducation et d'engagement du public sur le dossier des mines

En juin dernier, le *Fonds d'éducation et d'engagement du public à la solidarité internationale* (FEEPSI) de l'AQOCI, soutenu par le MRI, acceptait la 2^e phase de notre projet «*Ravages des minières canadiennes au Sud : besoin d'une législation plus contraignante*». Nous comptons rejoindre, d'ici juin 2011, 500 personnes lors de 10 présentations (5 destinées au grand public dans le réseau des bibliothèques et 5 à des publics choisis) et recueillir autant de signatures à notre pétition en faveur du projet de loi C-300 (en tenant évidemment compte du moment où il sera voté à la *Chambre des Communes*). Les membres qui ont effectué un stage de solidarité de SLAM au Guatemala à l'été 2010 apporteront aussi leur contribution, pendant l'automne, pour sensibiliser et mobiliser la population des Laurentides sur cette question.

Nous poursuivrons évidemment notre travail en lien avec la *Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales extractives en Amérique latine* et le *Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises* (RCRCE).

2. Participation et mobilisation de SLAM au Sommet populaire contre la guerre et le militarisme.

SLAM compte signer la Déclaration «*Pour en finir avec la logique de guerre et de domination*» et inviter ses organismes partenaires de la région à la signer.

Il tentera, dans la mesure de ses moyens, d'amener des gens des Laurentides à participer à cet important sommet populaire qui se tiendra du 19 au 21 novembre prochain à Montréal.

3. Poursuivre nos appuis à certaines luttes.

4. Recruter de nouveaux membres.



1.4 La promotion du commerce équitable

Objectifs de l'an dernier

- *Dynamiser les comités centre, nord et sud;*
- *Recruter de nouvelles et de nouveaux membres au sein des comités;*
- *Sensibiliser la population des Laurentides au commerce équitable et diffuser l'information s'y rapportant;*
- *Offrir à la population des Laurentides des lieux d'approvisionnement de produits équitables;*
- *Encourager la consommation de produits équitables dans les Laurentides;*
- *Organiser la Quinzaine du commerce équitable 2010;*
- *Promouvoir la création de groupes d'achat de produits équitables;*
- *Promouvoir le recours à des produits équitables pour les campagnes de financement;*
- *Offrir de l'information pertinente au sujet du commerce équitable sur notre site Internet;*

Bilan de la dernière année

Les comités

Les différents comités nord, centre et sud ont convenu de tenir leurs rencontres ensemble plutôt que séparément au cours de l'année. La principale raison en était d'assurer des rencontres plus dynamiques puisque les sous-comités comptent peu de membres actifs à l'heure actuelle. Les membres se sont rencontrés à deux reprises, l'une à l'automne et l'autre au printemps. Le comité sud est composé de 2 personnes, le comité centre est composé de 2 personnes plus la coordonnatrice et le comité nord est composé de 1 personne.

Malgré le peu de rencontres effectuées au cours de l'année et l'absence de nouveaux membres au sein du comité, la permanence, avec le soutien des membres, a réalisé certaines activités de formation et de sensibilisation.

Les groupes d'achat de produits équitables (GAPE) nord, centre et sud

Les groupes d'achat de produits équitables (GAPE) ont continué leurs activités au cours de l'année. Toutefois, nous remarquons une baisse dans la vente de produits. Le GAPE sud est celui qui demeure le plus productif. Il arrive à maintenir ses ventes avec ses 25 membres.

Le réseau d'achat de produits équitables (RAPE)

Le réseau d'achat de produits équitables (RAPE) constitué d'organismes communautaires, de syndicats et d'entreprises de la région est représenté par 20 points de vente actifs. Néanmoins, le constat est le même pour le réseau : nous remarquons une baisse des ventes de produits équitables. Afin de dynamiser le réseau et de permettre un échange entre les membres, une rencontre avec *Équita* devait avoir lieu à l'automne. Elle fut annulée faute de participant.

Activités de formation et de sensibilisation au commerce équitable réalisées

DATES	ACTIVITÉ	LIEU ET CONTEXTE	NOMBRE DE PERSONNES SENSIBILISÉES
Octobre 2009	Kiosque de sensibilisation	Saint-Sauveur, Weekend jeunesse de Saint-Sauveur	10
	Colloque de SLAM	Saint-Jérôme	4
Novembre 2009	Kiosque de sensibilisation	ACEF, Sainte-Thérèse, Kiosque dans le cadre d'une activité de l'ACEF	Environ 20
	Atelier de sensibilisation et discussion sur le commerce équitable	École <i>Terre des jeunes</i> , Saint-Eustache, projet de SLAM « Commerce équitable et milieu scolaire des Laurentides »	86
Janvier 2010	Kiosque de sensibilisation	Cégep de Saint-Jérôme, Soirée bénéfice pour Haïti	25
Avril 2010	Atelier de sensibilisation et discussion sur le commerce équitable	École des Ramilles, Blainville, à la demande du groupe d'achat de l'école	81
Mai 2010	Exposition photo	Café <i>La porte verte</i> , Sainte-Thérèse, Quinzaine du commerce équitable	Environ 300
	Atelier de sensibilisation et discussion sur le commerce équitable	CJE Saint-Jérôme, Quinzaine du commerce équitable	15
	Projection et conférence avec <i>l'Aide médicale pour la Palestine</i> « Huile d'olive <i>Zeitouna</i> »	Café <i>La porte verte</i> , Sainte-Thérèse, Quinzaine du commerce équitable	10
	Atelier de sensibilisation et de fabrication de produits pour le corps à partir de produits équitables	<i>Ici par les arts</i> , Saint-Jérôme, Quinzaine du commerce équitable	6
Juin 2010	Entrevue avec le journal <i>Le Mirabel</i>	Saint-Jérôme, Demande d'une journaliste	Possibilité de 80 000

Perspectives 2010-2011



- Identifier les orientations du comité CE et clarifier la relation entre les comités, les groupes d'achat et le réseau;
- Relancer le comité planète du Cégep de Saint-Jérôme ainsi que le recrutement de nouvelles et de nouveaux membres au sein des comités;
- Sensibiliser la population des Laurentides au commerce équitable et diffuser l'information s'y rapportant;
- Encourager la consommation de produits équitables dans les Laurentides;
- Organiser la Quinzaine du commerce équitable 2010;
- Offrir de l'information pertinente au sujet du commerce équitable sur notre site Internet.

2. ACTIVITÉS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Objectifs de l'an dernier

1. Assurer l'administration et la gestion du projet en cours « Sur la route de Naranjo ».
2. Tenter de trouver le financement pour sauver le projet « Empowerment et développement – La Libertad »
3. Présenter un nouveau projet de coopération pour aider des communautés guatémaltèques, si possible étalé sur 2 ans, soit 2010-2012.
4. Renforcer la formation et l'accompagnement à la rédaction et à la gestion de projets.

Bilan de la dernière année

2.1 Assurer la gestion et le suivi-bilan du projet en cours « Sur la route de Naranjo »

Le projet « Sur la route de Naranjo » dans la région du Petén au Guatemala s'est déroulé comme prévu. La gestion et l'administration se sont réalisées selon les exigences de nos bailleurs de fonds et selon les règles comptables. Les 3^e rapports (narratif et financier) furent présentés à l'ACDI et acceptés par la responsable de l'ACDI.

Puisque le projet se terminait en mars 2010, le comité a proposé au conseil d'administration une visite au Guatemala qui inclurait 5 mandats: a) effectuer le bilan final du projet avec notre partenaire ADEPAC; b) rechercher de nouveaux partenaires pour d'éventuels futurs projets; c) explorer les possibilités de lieux de stage; d) approfondir les contacts avec les organismes travaillant sur la question des minières canadiennes au Guatemala; e) déterminer les possibilités de collaboration avec le CCDA au sujet de l'exportation de café équitable par Oxfam-Québec.

Marcel Gosselin, président de SLAM et Yves Nantel, responsable du comité « projet de coopération » furent mandatés pour effectuer cette visite, laquelle s'est réalisée du 23 avril au 12 mai 2010. Ils ont alors

séjourné dans la capitale, dans la région du Petén, de Solola et de Quetzaltenango.

11 jours furent consacrés à la première mission, au cours de laquelle 5 communautés bénéficiaires du projet au Petén furent visitées. Des rencontres avec les employés d'ADEPAC, dont la comptable, eurent également lieu. Les autres jours furent consacrés aux autres objectifs de la visite.

2.2 - Les discussions avec les bailleurs de fonds pour le projet au Petén.

L'on se souviendra que le projet «Empowerment et développement – La Libertad» présenté aux MRI et à l'ACDI avait été refusé par le MRI et retourné pour précisions par l'ACDI. Il nous fallait trouver le moyen de mener à bien ce projet. Après avoir jonglé avec l'idée de tenter de trouver du financement autonome pour pouvoir sauver le projet avec comme seuls bailleurs de fonds, l'ACDI et SLAM, il nous est vite apparu irréaliste d'y arriver. C'est alors que nous avons pris la décision de le remodeler afin de tenir compte des raisons du refus du MRI et de le représenter modifié. Il fallait pour cela attendre la ronde suivante de soumission de projets, soit le printemps 2010.

Cette démarche a abouti au projet, rebaptisé
« Santé et empowerment — La Libertad »
(illustré dans le tableau qui suit) qui fut
présenté au MRI et à l'ACDI en avril 2010.

Projet « Santé et empowerment – La Libertad »

GUATEMALA	
<u>5 communautés du Petén</u> (4 employés permanents et plusieurs à contrat)	<u>5 communautés</u> réalisation de projets de besoins de base en santé dont construction d'une clinique, apport en médicaments, formation de sages-femmes et de promoteurs de santé rurale, campagne de prévention des maladies courantes et forage d'un puits pour l'approvisionnement en eau potable dans une communauté. <u>5 communautés</u> • formation au <i>cabildeo</i> ou comment bien défendre les demandes de projets auprès des autorités municipales ou gouvernementales • conseil/accompagnement lors de la présentation de projets
QUÉBEC	
Éducation du public (1 employé temps partiel)	• Promotion du commerce équitable • Sensibilisation aux réalités des communautés appauvries • Colloque ou événement régional
Gestion du projet [1 employé à contrat]	• Gestion globale du projet • Suivi et bilan du projet au Guatemala
Budget global : 235 203 \$ sur 2 ans	ACDI : 176 403 \$, MRI : 52 109 \$, SLAM : 6 692 \$

Depuis, le MRI a accepté le projet pour la somme demandée et est disposé à nous débloquer les fonds à la condition que nous obtenions la contribution de l'ACDI. Par ailleurs, nous discutons toujours avec l'ACDI et nous en sommes au 3^e responsable qui analyse notre projet et chaque fois, nous clarifions une série de nouvelles questions. On nous assure que nous devrions avoir une réponse au début novembre.

2.3 - Démarches pour davantage d'autonomie financière dans la présentation de projets de coopération.

Le refus du MRI de financer notre projet, l'an dernier, nous a fait réaliser notre faible autonomie financière. Le comité a alors décidé de mettre sur pied un sous-comité chargé de trouver des sources de financement pour soutenir nos projets de coopération.

Le comité s'est aussitôt mis à la tâche : Monique Lapierre et Sophie-Isabelle ont participé à une formation donnée par l'AQOCI en matière de sollicitation financière et le comité a préparé un ambitieux programme de collecte de fonds. Deux priorités ont alors été fixées : la sollicitation des proches de SLAM et la sollicitation de fondations. La sollicitation s'est réalisée à partir de novembre 2009 et fut ce que nous considérons un franc succès puisqu'elle a doublé toutes les sollicitations antérieures de SLAM avec quelque 7 300 \$. Par ailleurs, la déception fut grande de constater qu'aucune fondation privée ayant un volet développement international ne pouvait nous rendre admissible à ses subventions. Quelque 20 fondations ont été contactées, en vain.

Des démarches furent aussi entreprises auprès de la Caisse populaire de Saint-Jérôme et Coopsco des Laurentides, sans plus de résultats. Les députés provinciaux de la région ont été mis à contribution et 3 ont répondu positivement alors que deux syndicats locaux décidèrent de contribuer et qu'un syndicat provincial a refusé. Le comité a aussi tenté d'approcher des professionnels de la santé sans grands résultats.

Le montant total recueilli s'élève alors à 8 346 \$. C'est la première fois que SLAM entreprenait une démarche systématique de financement en explorant toutes les avenues possibles. Il s'agit aujourd'hui d'en tirer les

leçons et de mieux cibler les donateurs, de manière à maximiser les démarches.

Le sous-comité « financement » est constitué de Claire Contant, Monique Lapierre et Yves Nantel et c'est Monique qui en assure la coordination. Sophie-Isabelle, notre coordonnatrice, a assisté à la majorité des rencontres. Il s'est réuni à 9 reprises durant l'année. Il a aussi pu compter sur la collaboration de Lise Nantel, responsable des finances, de Pierre Monette au site Internet et de Benoît Larocque.

2.4 - Présentation d'un nouveau projet de coopération

Étant donné la difficulté d'obtenir le financement du projet déjà présenté et le peu d'espoir d'obtenir des sommes importantes de fondations privées, entre autres, le comité n'a pas travaillé à concrétiser cette perspective d'action. Par contre, la visite au Guatemala, décrite plus haut, aura permis d'identifier deux organismes avec lesquels nous pourrions établir des contacts en vue d'une collaboration à un éventuel nouveau projet. Nous n'en sommes pas encore à ce stade.

2.5 - Soutien de communautés dans Solola suite à l'ouragan Agatha.

En avril 2010, suite aux conséquences désastreuses de l'ouragan Agatha, le Comité Campesino del Altiplano (CCDA) nous a sollicité pour une aide d'urgence. Nous avons osé faire appel à nouveau à la générosité de nos proches. Nous avons recueilli la somme de 1 200 \$ qui fut aussitôt expédiée à l'organisme— bien présent sur le terrain. Soulignons que Marcel Gosselin et Yves Nantel venaient tout juste de rencontrer les responsables du CCDA lors de leur visite au Guatemala et qu'ils pouvaient témoigner du sérieux et de l'engagement de cet organisme.

2.6 Travail du comité « projet de coopération »

Le comité « projet de coopération » est constitué de : Claire Contant, Marcel Gosselin, Monique Lapierre, Yves Nantel, Michel Poirier et Diane Thériault sous la coordination de Yves Nantel.

Le comité s'est rencontré à quatre (4) reprises au cours de l'année. Il a encadré le volet coopération internationale de SLAM, a réfléchi sur les orientations à donner au projet et a acheminé des recommandations au conseil d'administration.

Perspectives 2010-2011



- 1) Terminer la gestion du projet « Sur la route de Naranjo » : rapports finaux à produire et liens avec les bailleurs de fonds et le partenaire guatémaltèque.
- 2) Suite à l'acceptation du projet « Santé et empowerment – La Libertad » et dans l'éventualité d'une réponse positive de la part de l'ACDI, signer les accords avec le MRI, l'ACDI et le partenaire guatémaltèque ADEPAC et assurer la gestion du projet au Guatemala et dans les Laurentides en ce qui concerne le volet d'éducation du public.
- 3) Continuer à explorer les pistes de financement possibles pour les projets de coopération de SLAM et consolider les acquis réalisés au cours de l'an passé.
- 4) Analyser les possibilités de présentation d'un futur projet de coopération.



3. DÉVELOPPEMENT ET VIE ASSOCIATIVE DE SLAM

Objectifs de l'an dernier

Développement de son « membership » et structure d'accueil

Tout en maintenant la préoccupation de profiter de toutes les occasions pour inviter les gens à adhérer à SLAM, cette année nous devons travailler à consolider nos structures d'accueil pour les nouvelles et les nouveaux membres: Rencontres d'information, moyens de communication simples et efficaces, identification de tâches à partager, ...

Bulletins SLAM et Bulletin Express:

Nous espérons produire au moins deux (2) *Bulletin SLAM* et neuf (9) *Bulletin Express* afin d'informer les membres et les personnes intéressées des actions de SLAM et de les sensibiliser aux enjeux du développement international.

Politique pour l'envoi des courriels:

Consulter les membres de SLAM afin de développer une politique pour l'envoi des courriels.

Site internet:

Maintenir à jour les informations sur le site et améliorer sa présentation.

Le comité de documentation:

Recueillir auprès du conseil d'administration les besoins de SLAM en ce qui concerne le comité de documentation et, selon les réponses obtenues,

- recruter de nouvelles et de nouveaux membres et relancer le comité **ou**
- saborder le comité et joindre les effectifs restants à ceux d'un autre comité.

Maintenir des liens avec les organismes communautaires de la région et avec les organismes de solidarité internationale des autres régions:

SLAM entend poursuivre sa participation à l'organisme provincial AQOCI, et suivre de près les activités du *Regroupement des organismes communautaires des Laurentides* (ROCL). Il poursuivra des actions concertées avec des organismes ayant une préoccupation pour la solidarité internationale et d'autres organismes partenaires du milieu.

Reconnaissance et financement de SLAM:

SLAM participera avec l'AQOCI et le milieu communautaire aux actions visant l'application par le gouvernement de la Politique de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome.

D'autre part, SLAM continuera à explorer les sources possibles de financement afin de continuer son développement et de soutenir des projets des communautés d'Amérique centrale.

Bilan de la dernière année

3.1 Un « membership » dynamique et organisé

Le développement de son « membership » est une priorité pour SLAM puisque c'est un moyen privilégié de:

- 1) Élargir sa base démocratique;
- 2) Offrir aux personnes de la région des Laurentides désireuses d'exprimer leur solidarité avec les peuples d'Amérique Centrale un lieu et des moyens pour le faire;
- 3) Augmenter le rayonnement de SLAM afin d'augmenter l'efficacité et l'ampleur de son action pour contribuer au développement des communautés d'Amérique Centrale, principalement du Guatemala.

SLAM compte 61 membres dont 6 organismes du milieu. Bien que nous ayons accueilli quatre nouvelles personnes et ou organismes, le nombre de membres n'est passé qu'à un membre de plus par rapport à l'an passé. Les activités de stage et de sensibilisation du public sont des lieux privilégiés pour recruter de nouvelles et de nouveaux membres et nourrir notre réseau de contacts de personnes intéressées à maintenir un lien avec SLAM.

3.2 Communication

Bulletin SLAM et Bulletin Express

Afin de diffuser l'information aux membres sur les activités de l'organisme et sur la progression des projets dans lesquels SLAM est impliqué, deux (2) *Bulletin SLAM* ont été produits cette année. De plus, deux (2) *Bulletin Express* ont été produits cette année. Le *Bulletin Express* se veut un outil d'information simple et rapide qui permet aux membres d'avoir un contact plus étroit avec SLAM.

Site Internet

Le site Internet est un autre moyen mis de l'avant pour partager avec vous l'information sur les activités de SLAM. Son

contenu est mis à jour par la coordonnatrice ainsi que les membres des comités tandis que la mise à jour technique est rendue possible grâce à la précieuse collaboration de Pierre Monette: www.slamlarentides.org

Page Facebook

Face à l'avancée des médias sociaux comme nouvel outil de sensibilisation, SLAM a désormais sa page *Facebook*, ce qui lui permettra, espérons-le, de trouver les citoyenNEs là où ils/elles se trouvent afin de les sensibiliser, de les consulter et de les engager davantage.

3.3 Le comité documentation

Monique Thibault a quitté le comité au printemps ; avant son départ, elle s'est assurée de documenter les stagiaires 2010 afin qu'ils puissent profiter au maximum de leur expérience au Guatemala.

Le conseil d'administration a décidé de maintenir le comité de documentation. La recherche pour documenter les futurs stagiaires sera prise en charge par le comité stage. N'ayant aucun membre dans le comité à l'heure actuelle, nous devons recruter de nouvelles et de nouveaux membres ainsi que relancer le comité au cours de l'année.

3.4 Contributions des militantes et militants

Comme à chaque année, le personnel de SLAM ne pourrait mener à terme toutes les activités et projets qu'il réalise sans l'appui de plusieurs membres de SLAM. Ces personnes ont contribué de plusieurs façons à l'action de l'organisme, soit en assurant la coordination d'un comité, la rédaction de projets, la conception et la prestation de formations, les tâches liées à la trésorerie et au secrétariat, soit en sollicitant leur

entourage lors de mobilisations, soit en assurant les liens avec d'autres organismes, soit en contribuant financièrement au SLAM, soit en assurant la traduction lors de rencontres ou de textes, soit en assumant des tâches lors d'activités, etc. Nous évaluons que cette année les militantes et militants ont fourni environ 2 500 heures. Merci à chacune de ces personnes.

3.5 Le personnel de SLAM

Voilà déjà un an que Sophie-Isabelle Deschâtelets occupe le poste de coordonnatrice à SLAM. Tout au long de l'année elle a apporté un soutien très apprécié aux différents comités de travail et a permis l'organisation d'activités d'éducation en plus de maintenir des contacts avec nos différents partenaires. Elle a également eu la chance, cet été, de participer au stage et de vivre cette belle aventure au Guatemala. Elle participera cet automne aux soirées de témoignages avec les stagiaires pour parler de son expérience.

Durant quatre mois, nous avons pu bénéficier de la collaboration et du professionnalisme de Benoit Larocque. En plus de travailler au projet FEEPSI « Ravages des minières canadiennes au Sud (l'exemple du Guatemala) et besoin d'une législation plus contraignante », Benoit a collaboré à l'organisation du colloque « La montée de la gauche en Amérique latine » et autres tâches en lien avec la vie associative. Un gros merci à Benoit pour sa contribution.

3.6 Participation et collaboration entre organismes

Un organisme ne peut prétendre participer à la transformation de la société s'il demeure isolé. C'est la force de l'ensemble qui crée le mouvement, et SLAM en fait partie. Aux côtés d'autres organismes de solidarité internationale, SLAM entend continuer son action en faveur de la justice et l'égalité entre les peuples.

Ces collaborations et ces partenariats nous permettent également de profiter des moyens, connaissances et ressources des autres organismes, entre autres:

Au niveau international

Asociacion para el Desarrollo en America Central (ADEPAC), notre partenaire au Guatemala

Au niveau national

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) ;

Entraide missionnaire ;

La coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine ;

La coalition « Pas de démocratie sans voix »

Oxfam-Québec (Équité-Commerce équitable) ;

Projet Accompagnement Québec-Guatemala ;

Aide médicale à la Palestine (AMP) ;

Équiterre .

Au niveau régional

Développement et Paix (diocèse de Saint-Jérôme) ;

Amnistie Internationale (section Saint-Jérôme) ;

Le Coffret ;

Forum jeunesse des Laurentides (FJL) ;

Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL) ;

SADC des Laurentides ;

Conseil régional en environnement (CRELA) ;

Cégep de Saint-Jérôme (Services socioculturels) ;

Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides (CDC).

3.7 Comités de travail et participation bénévole

Le Conseil d'administration

Composé de 7 personnes, le conseil d'administration s'est rencontré à 8 reprises au cours de l'année. Ses membres ont assumé les tâches de représentation, de secrétariat, de comptabilité et autres. Les membres du conseil d'administration sont: Marcel Gosselin, président, Michel Poirier, vice-président, Lise Nantel, trésorière, Pierre Charbonneau, secrétaire, Marie-Ève

Prévost, Maria Franchi et Marie-Claude Coupal.

La vie associative de SLAM repose sur son ancrage dans la communauté et à cette fin, le conseil d'administration est soucieux de faire participer le plus grand nombre possible de personnes aux différentes activités de SLAM et d'enrichir ainsi la réflexion, la créativité et la réalisation d'actions de solidarité. C'est ce que permettent les différents comités dont nous avons vu dans le présent rapport le travail réalisé durant l'année ; notons aussi la liste des nombreuses personnes qui s'y sont impliquées.

Ces comités réfléchissent aux orientations et aux actions qu'ils soumettent au conseil d'administration pour ensuite les mettre en application:

- ***Comité du Café équitable–Secteur Sud***: 2 personnes.
- ***Comité du Commerce équitable–Secteur Centre***: 3 personnes
- ***Comité du Commerce équitable–Secteur Nord***: 1 personne
- ***Comité Projet de coopération internationale***: 6 personnes
- ***Comité Stage de solidarité internationale***: 7 personnes
- ***Comité Appui aux luttes des peuples du Sud***: 6 personnes
- ***Comité Documentation***: 1 personne (aucune depuis le printemps) Nous tenons à remercier spécialement Monique Thibault qui s'est impliquée au sein de ce comité pendant plusieurs années et qui a su alimenter les recherches des stagiaires ainsi que notre centre de documentation. Bonne continuité Monique.
- ***Comité Laurentides des Journées québécoises de Solidarité internationale (JQSI)***: 7 organismes

Perspectives 2010-2011



- Développement du « membership » et des structures d'accueil ;
-
- Produire des *Bulletin SLAM (2)* et des *Bulletin Express (4)* ;
-
- Maintenir à jour le Site Internet, la page *Facebook* et le site *Vitrine sur l'Amérique latine* ;
-
- Relancer le comité de documentation ;
-
- Maintenir des liens avec les organismes communautaires de la région et avec les organismes de solidarité internationale des autres régions ;
- Explorer les autres sources de financement et reconnaissance possibles.



